



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Voirie, Espace public



Séance ordinaire du jeudi 25 janvier 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-cinq janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

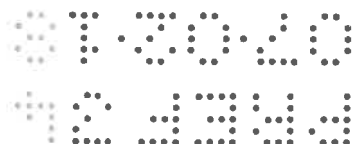
Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L. 2121-20 et L. 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Pierre BONNAL, Michelle CASSAR, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Jean-Noël FOURCADE, Audrey LLEDO.



Plan d'Amélioration des Pratiques Phytosanitaires et Horticoles (PAPPH) portant sur les espaces métropolitains du pôle Cadoule Béranger - Demande de subvention - Approbation

Monsieur Pierre DUDIEUZERE, Vice-Président, rapporte :

Dans le cadre de la démarche de reconquête de la qualité de l'eau captée par les forages Garrigues Basses (Sussargues), Montpellier Méditerranée Métropole met en œuvre un programme d'actions, à l'échelle de l'aire d'alimentation des captages (AAC), approuvé par délibération n° 12818 du Conseil de Métropole en date du 05 mars 2015. Cette zone s'étend sur 25 km² et intercepte les communes de Beaulieu, Montaud, Restinclières, Saint-Drézéry, Saint Geniès des Mourgues et Sussargues

Ce programme prévoit des actions visant la réduction des pressions polluantes liées à l'usage de produits phytosanitaires sur les zones agricoles et non agricoles (espaces publics et privés).

L'outil mobilisable pour accompagner les collectivités et leurs groupements dans cette démarche est le Plan d'Amélioration des Pratiques Phytosanitaires et Horticoles (PAPPH). C'est un outil d'aide à la décision élaboré par un bureau d'études spécialisé, à partir d'un diagnostic complet des pratiques de gestion des espaces publics, et débouchant sur des préconisations adaptées à chaque entité.

L'objectif de ce plan est de supprimer progressivement l'usage des pesticides sur les espaces publics, d'optimiser les apports de fertilisants et de diminuer les volumes d'eau utilisés pour l'arrosage des espaces verts. Un programme de formation et de sensibilisation des agents territoriaux et de la population est également prévu.

Montpellier Méditerranée Métropole est concernée à double titre par la gestion des produits phytosanitaires, d'une part en tant qu'autorité organisatrice du service de l'eau potable et d'autre part en tant que gestionnaire effectif de l'espace public (voirie et espaces verts associés) depuis le 1er janvier 2016. Il convient ainsi qu'elle se dote de plans de gestion différenciée des espaces publics en cohérence avec sa politique de l'eau.

La Métropole a donc lancé, en septembre 2016, un groupement de commandes pour réaliser un PAPPH métropolitain sur les espaces publics dont elle assure directement la gestion et quatre PAPPH communaux sur les espaces gérés par les communes Montaud, Restinclières, Saint Drézéry et Saint Geniès des Mourgues, volontaires pour s'associer à l'étude (délibération n° 13634 du 24 février 2016).

Le groupement de prestataires sélectionné a ainsi réalisé un diagnostic sur les espaces publics concernés permettant de décrire l'organisation des services, le matériel à disposition, l'utilisation des produits phytosanitaires, la typologie et l'entretien des espaces verts. Des préconisations d'entretien durables ont ensuite été définies et validées lors du comité de pilotage du 9 octobre 2017.

Concernant l'étude métropolitaine, il a été choisi de structurer les préconisations sur le réseau viaire au niveau du nettoyage d'une part et de l'entretien de la voirie d'autre part.

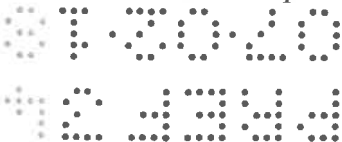
Le chiffrage du plan d'actions (achat de matériel alternatif à l'utilisation des désherbants et plan de communication) s'élève à 93 100 €HT avec un autofinancement estimé à 26 620 €HT déduction faite des subventions potentielles.

Certains matériels et les actions de communication font en effet l'objet d'un financement compris entre 40 et 80% de la part de l'Agence de l'eau.

Le plan de communication, essentiel à l'acceptation de la démarche zéro phyto par la population, prévoit la diffusion d'articles dans le magazine métropolitain et sur le site internet, la création de vidéos sur le site internet de la Métropole et la conception et création de rolls-ups pour des expositions itinérantes.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le plan d'actions durables préconisé par le groupement de commandes ;
- solliciter les subventions les plus importantes au titre du plan d'actions durables auprès de l'Agence de l'Eau et de tout autre partenaire financier ;



- dire que les crédits nécessaires seront inscrits au chapitre 905 du budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- autoriser Monsieur le président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 88 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le **06 FEV. 2018**

Pour extrait conforme,
Monsieur le Président

✓

Philippe SAUREL



Publiée le : **15 FEV. 2018**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.